

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	51	24

N° de la séance : 28

Objet de la délibération : Direction des
Ressources Humaines - Dispositif d'accès à
l'emploi titulaire

<p>Original</p> <p>Expédition certifiée conforme à l'original</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p>Stéphane PINTRE</p>
--

N° Enregistrement : CC.2016.187

<p>Date de la convocation : Le 13/12/2016</p> <p>Certifié exécutoire compte tenu</p> <p>de l'affichage en date du 23 DEC. 2016</p> <p>de la réception s/Préfecture en date du 28 DEC. 2016</p> <p>Pour le Président, Le Directeur Général des Services</p> <p> Stéphane PINTRE</p>
--

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 19 décembre 2016

L'an deux mil seize et le 19 décembre à 17h00, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Maison des Associations - 288, Chemin de Saint Claude à Antibes en session ordinaire du mois de décembre, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Député-Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Michelle SALUCKI, Lionnel LUCA, Marc DAUNIS, Guilaïne DEBRAS, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Damien BAGARIA, Gérald LOMBARDO, Jean Pierre MAURIN, Joseph LE CHAPELAIN, Richard RIBERO, Thierry OCCELLI, Eric MELE, Jean-Pierre MASCARELLI, Marguerite BLAZY, Alain ARZIARI, Gilbert TAULANE, Jean-Paul ARNAUD, Richard THIERY, René TRASTOUR, Thérèse ROUAZE, Robert CREPIN, Christine SYLVESTRE, Michèle MURATORE, Marie-Claude MOITRY, Patrick DULBECCO, Jacques GENTE, Angèle MURATORI, Guy GIRAUD, Colette ZALMA, Elisabeth JANIN, Anne-Marie BOUSQUET, Bernard MONIER, Cléa PUGNAIRE, Albert CALAMUSO, Yves DAHAN, Afrim KACA, Audouin RAMBAUD, Simone TORRES-FORET DODELIN, Jean-Pierre DERMIT, Michel VIANO, Christophe ETORE, Abderrazak SALOUH, Françoise THOMEL, Nathalie DEPETRIS, Elisabeth PILLARD, Laurent COLLIN, Eric PAUGET, Khéra BADAoui, Déborah MINEI

PROCURATIONS :

Roger CRESP à Gilbert TAULANE, André-Luc SEITHER à Patrick DULBECCO, Marie BENASSAYAG à Albert CALAMUSO, Marina LONVIS à Angèle MURATORI, Eric DUPLAY à Nathalie DEPETRIS, Serge AMAR à Simone TORRES-FORET DODELIN, Martine BONNEAU à Christophe ETORE, Michel BERTRAND à Michelle SALUCKI, Valérie TIERAN-GNONI à Damien BAGARIA

ABSENTS :

Gilbert HUGUES, Claude BERENGER, Joseph VALETTE, Henri GANNARD, Michel MAZUET, Claudine MAURY, Thérèse DARTOIS, Nadine GASTAUD, Anne-Marie DUMONT, Béatrice VIGNOLO, Martine SAVALLI, Barbara LANCE, Patrice COLOMB-PONTOIRE, Anne CHEVALIER, Lionel TIVOLI

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Khéra BADAoui, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur MAURIN,

I - REFERENCES JURIDIQUES

Vu la Loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relative à la fonction publique, articles 13 à 20 ;

Vu la Loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires notamment ses articles 40, 41 et 46,

Vu le Décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II de titre I^{er} de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relative à la fonction publique ;

Vu le Décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 modifié pris pour l'application du chapitre II du titre I^{er} de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu le Décret n°2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale,

Vu le Décret n°2016-1123 du 11 août 2016 relatif à la prolongation des recrutements réservés permettant l'accès à l'emploi titulaire des agents contractuels de la fonction publique territoriale ainsi qu'à la mise à disposition et à la rémunération de ces agents,

Vu la Circulaire du 21 novembre 2011 relative à la mise en œuvre du protocole d'accord du 31 mars 2011 portant sécurisation des parcours professionnels des agents contractuels dans les trois versants de la fonction publique ;

Vu la Circulaire du 12 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale prévue au chapitre II de titre I^{er} de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relative à la fonction publique.

Démarche facultative, ce dispositif offre l'opportunité à la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis de poursuivre sa politique de résorption de l'emploi précaire en titularisant des agents non titulaires méritants employés au sein des services communautaires depuis de nombreuses années.

Il est proposé au Conseil Communautaire, vu l'avis favorable du Comité Technique lors de sa séance du 14 novembre 2016 d'ouvrir ce dispositif au sein de ses services de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, selon les modalités suivantes :

II- Recensement des agents éligibles

98 situations d'agents contractuels de la Communauté d'agglomération ont été examinées.

Il ressort de cet examen :

11 sont éligibles immédiatement au dispositif :

Cas	Type de contrat au 31/03/2013	Grade occupé	Grade d'accès	Cat.	Ancienneté au 31/03/2013	Ancienneté au 14/11/2016	Proposé en 2013
1	CDI	Administrateur	Attaché	A	9 ans 7 mois	13 ans 2 mois 14 jours	oui
2	CDI	Attaché	Attaché	A	7 ans 5 mois 28 jours	11 ans 1 mois 11 jours	oui
3	CDI	Attaché	Attaché	A	6 ans 6 mois	10 ans 1 mois 14 jours	oui
4	CDI	Attaché	Attaché	A	4 ans 11 mois	8 ans 6 mois 14 jours	oui
5	CDI	Attaché	Attaché	A	9 ans 4 mois	12 ans 11 mois 14 jours	non
6	CDI	Ingénieur	Ingénieur	A	9 ans 6 mois	13 ans 1 mois 14 jours	oui
7	CDD	Ingénieur	Ingénieur	A	2 ans 1 mois 16 jours	5 ans 7 mois 29 jours	non
8	CDI	Ingénieur principal	Ingénieur	A	10 ans 3 mois	13 ans 10 mois 14 jours	oui
9	CDD	Rédacteur	Rédacteur	B	3 ans 7 mois	6 ans 2 mois 14 jours	non
10	CDD	Rédacteur	Rédacteur	B	3 ans 7 mois	6 ans 2 mois 14 jours	non
11	CDD	Technicien principal 2ème classe	Technicien principal 2ème classe	B	2 ans 6 mois	6 ans 14 jours	non

Parmi ces 11 agents, 6 agents avaient été proposés au dispositif mis en œuvre en 2013 mais n'avaient pas souhaité y accéder.

Par ailleurs, 5 nouveaux agents sont éligibles au nouveau dispositif au regard de leur ancienneté.

En 2013, 8 agents ont effectivement bénéficié du précédent dispositif :

- 1 assistant de conservation ;
- 3 attachés ;
- 2 rédacteurs ;
- 1 psychologue ;
- 1 ingénieur.

III - Elaboration du rapport sur la situation des agents éligibles à la titularisation et du programme d'accès à l'emploi titulaire :

A – La procédure à respecter par l'autorité territoriale :

Elaborer un rapport sur la situation des agents remplissant les conditions pour accéder au dispositif de titularisation : ce rapport dresse le diagnostic des agents en poste pouvant prétendre au dispositif de titularisation et précise le nombre d'agents remplissant les conditions d'accès à l'emploi titulaire, la nature et la catégorie hiérarchique des fonctions exercées, leur ancienneté acquise en qualité d'agent contractuel de droit public dans la collectivité au 31 mars 2013 et à la date d'établissement du rapport.

Elaborer le programme d'accès à l'emploi titulaire : ce programme détermine en fonction des besoins de la collectivité et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, les grades des cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts.

Requérir l'avis préalable du CT : dans un délai de 3 mois suivant la publication du décret n°2016-1123 du 11 août 2016, publié au JO le 14 août 2016, le rapport sur la situation des agents remplissant les conditions requises pour prétendre au dispositif de titularisation doit être présenté pour avis du CT.

Faire approuver le programme d'accès à l'emploi titulaire par le conseil communautaire :

Après l'avis du CT, le programme d'accès à l'emploi titulaire doit être approuvé par délibération du conseil communautaire.

A l'instar des délibérations créant les emplois au sein de la collectivité, lesquelles autorisent simplement le recrutement d'un agent sans pour autant l'imposer, la collectivité conservera in fine toute latitude quant à la mise en œuvre du programme voté et les agents concernés resteront libres quant à leur choix.

Le dispositif de titularisation a reçu l'avis favorable du CT le 14 novembre 2016.

Informers individuellement les agents : à la suite de l'approbation par le conseil communautaire, la Direction des Ressources Humaines informera individuellement les agents recensés remplissant les conditions requises dès lors qu'un poste correspondant au grade de l'agent sera ouvert dans le cadre du programme.

B- La définition du programme de la Communauté d'Agglomération de Sophia Antipolis.

Il est proposé de retenir les principes suivants pour l'élaboration du programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire :

- 1- La non-ouverture des postes entrant dans le périmètre de la régie à simple autonomie financière des transports ou susceptible d'y entrer.**
- 2- La non-ouverture des postes dont les agents éligibles sont partis volontairement de la CASA ou dont le contrat a pris fin et/ou ont été depuis remplacés par de nouveaux agents titulaires ou contractuels ou dont le contrat qui permettait l'accès à l'ouverture des droits au dispositif a été rompu.**
- 3- La non-ouverture des postes occupés par des agents qui seraient défavorisés par les conditions de rémunération et de carrière proposés par le dispositif au regard de leur situation actuelle et dès lors que le souhait émane de l'agent.**
- 4- La non-ouverture des postes occupés par des agents dont la situation statutaire est sécurisée depuis le dispositif.**

5- La non-ouverture des postes dont les agents éligibles au dispositif sont sortis des effectifs ou admis à la retraite

6- L'ouverture du dispositif de titularisation pour l'ensemble des autres agents de la CASA,
afin d'acter une collaboration méritante depuis de nombreuses années sur des emplois permanents

Le dispositif de titularisation est fondé sur la prise en compte des acquis de l'expérience professionnelle correspondant aux fonctions auxquelles destine le cadre d'emplois d'accueil de titularisation.

Il est proposé d'ouvrir au titre du programme d'accès à l'emploi titulaire les postes nécessaires à la sécurisation du plus grand nombre, soit 11 postes :

- 5 postes correspondants au grade d'attaché,
- 2 postes correspondants au grade de rédacteur,
- 3 postes correspondant au grade d'ingénieur,
- 1 poste correspondant au grade de technicien principal 2^{ème} classe.

Enfin, s'agissant de la répartition des titularisations entre les différentes sessions, il est proposé de procéder à la mise en œuvre du dispositif dès que les agents remplissent les conditions d'ancienneté soit pour l'ensemble des 11 postes dès 2017.

IV - La mise en œuvre du programme :

A- Information individualisée des agents

A la suite de l'approbation par le conseil communautaire, la Direction des Ressources Humaines informera individuellement les agents recensés remplissant les conditions requises dès lors qu'un poste correspondant au grade de l'agent sera ouvert dans le cadre du programme.

Cette information portera sur : le contenu du programme ; les conditions de nomination ; les règles de classement et de rémunération de l'agent en cas de nomination ; les missions du poste ouvert.

Cet accompagnement personnalisé permettra d'aider les agents à prendre leur décision sur le dépôt ou non d'un dossier de candidature. Les agents éligibles pouvant voir leur rémunération baisser en cas de titularisation, ces derniers pourront choisir de ne pas s'inscrire dans le dispositif et garder leur statut de contractuel.

B- Constitution des commissions d'évaluation professionnelle

Les sélections professionnelles, à l'exception du recrutement réservé sans concours (grades de catégorie C de l'échelle 3), nécessite la mise en place de commissions d'évaluation professionnelles, constituées par le Centre de Gestion par le biais de la convention signée en 2015 par laquelle la CASA a adhéré au service concours et examens. Cette adhésion comprend, sans surcoût, la désignation d'une personnalité qualifiée ou l'organisation des commissions.

Il est proposé de retenir la solution du partenariat avec le CDG 06, le dispositif de titularisation pouvant alors être assimilé à un examen professionnel et valorisé l'agent et ses acquis professionnels.

Vu l'avis favorable du Comité Technique lors de sa séance du 14 novembre 2016,

Aussi, il est proposé au Conseil Communautaire :

- d'approuver l'ouverture du dispositif d'accès à la titularisation au sein des services de la CASA,
- d'adopter le programme d'accès à l'emploi titulaire tel que défini ci-dessus,
- d'organiser les sélections professionnelles en partenariat avec le Centre de Gestion 06 via la convention signée en 2015.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver l'ouverture du dispositif d'accès à la titularisation au sein des services de la CASA,
- d'adopter le programme d'accès à l'emploi titulaire tel que défini ci-dessus,
- d'organiser les sélections professionnelles en partenariat avec le Centre de Gestion 06 via la convention signée en 2015.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 19 décembre 2016
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 19/12/2016
Numéro : CC_2016_187
Nature : DE - Deliberations
Objet : Dispositif d'accès à l'emploi titulaire
Matière : 4.1 - Personnel titulaires et stagiaires de la F.P.T.
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : VrDMmUB

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 28/12/2016
Identifiant : 006-240600585-20161219-CC_2016_187-DE

Acte reçu

Date : 19/12/2016
Numéro interne : CC_2016_187
Code nature : 1
Code matière 1 : 4
Code matière 2 : 1
Objet : Dispositif d'acc?s ? l'emploi titulaire
Classification utilisée : 01/04/2004
Document : 006-240600585-20161219-CC_2016_187-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 0